

**ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE D'AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE**

**MODE DE PASSATION : APPEL D'OFFRES OUVERT SUR
OFFRES DE PRIX**

N° 02 /2017/CAM

Date de séance de remise des offres DU

02 mars 2016 A 10h00 dix heures

**TRAVAUX DE RENFORCEMENT DES VOIRIES
AU CENTRE D'AIT MELLOUL**

Marché passé par appel d'offres ouvert en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17, du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE D'AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet :

TRAVAUX DE RENFORCEMENT DES VOIRIES AU CENTRE D'AIT MELLOUL A LA COMMUNE AIT MELLOUL PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du Décret n° 2-12-349 du 8 JOMADA I (20 Mars 2013) relatif au marché public.

Article 2 : Répartition en lots

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

Article 3 : Maître d'ouvrage

*Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **la commune d'Ait Melloul***

Article 4 : Contenu du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre:

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres;*
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales;*
- c. Le modèle de l'acte d'engagement;*
- d. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif*
- e. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;*
- f. Le présent règlement de consultation;*

Article 5 : Modification du contenu du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 6 : Retrait et téléchargement des dossiers d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le (ou les) bureaux (x) indiqué (s) dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres. Il est retiré contre gratuitement au service indiqué à l'avis des appels d'offres, Les dossiers d'appel d'offres peuvent également être téléchargés électroniquement à partir du portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

Article 7 : Demande et communication d'informations aux concurrents

Conformément à l'article 22 du décret n° 2-12-349, Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage sis à :

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent sera communiqué aux autres concurrents le même jour et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des marchés publics.

Article 8 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics :

1. Seules Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent décret, les personnes physiques ou morales, qui:

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres.
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire.
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par les articles 138 et 159 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.
- les personnes visées à l'article 65 de la loi organique n° 113-14 relatifs aux communes promulguée par le dahir n°1-15-85 en date du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) pour les marchés des communes ;

ARTICLE-9: Liste Des Pièces A Fournir Par Les Concurrents

Conformément aux dispositions de l'article-25 du décret 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont:

A- LE DOSSIER ADMINISTRATIF, comprenant:

- a) La déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés à l'article-26 du décret n° 2-12-349 précité;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu.

Conformément au modèle prescrit par la circulaire du premier ministre n° 72/CAB du 26/11/1992

dans le cas du groupement, le récépissé de cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre du groupement et, (article 157 du décret n° 2-12-349 précité)

c) En cas de groupement, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévues par l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité;

pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à L'article 40 du décret n°2-12-349 précité ci-dessous:

a - la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent ou sa copie certifiée conforme à l'originale. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent (*):

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune Pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :

* § Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique(*) ;

- * § Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale(*) ;
- * § L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant. (*)

b- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité . Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé; (*)

c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité (*) ou de la décision (*) du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme. (*)

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d- le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur; ou sa copie certifiée conforme à l'originale(*)

e- l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc. (*)

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits. (*)

En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir individuellement Les pièces comportant (*)

2. LE DOSSIER TECHNIQUE, comprenant:

- Les concurrents installés au Maroc doivent fournir une **Copie certifiée conforme à l'originale du certificat de qualification et de classification des entreprises de bâtiments et travaux publics** délivrée par le ministère de l'équipement et du transport conformément au Décret n°2.94.223 du 6 Moharrem 1415 (16/06/1994) relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics comme il a été modifié et complété. et au **Arrêté du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique n° 1395-14 du 27 chaabane 1435(23 juin 2014) abrogeant et remplaçant le tableau annexé au décret n° 2-94-223 .**

dans les domaines suivant S

- Pour le nouveau système de qualification et classification :

Secteur	Classe	Qualification exigées
B :travaux routiers et voirie urbaine	3	B.6:assises traitées et enrobés à chaud

➤ Pour l'ancien système de qualification et classification :

Secteur	Catégories	Qualification
2 : travaux routiers	3	2.3 assises traitées et enrobés à chaud ou 2.15 : assises traitées et enrobés à chaud sur la voirie urbaine

Tout certificat dans la date de validation est expirée par rapport à la date de la remise des offres ne serapas acceptées

En cas de concurrent unique ou de groupement solidaire de deux ou plusieurs entreprises, le chef de file mandataire du groupement doit disposer de la qualification et de classe requises, les autres membres doivent disposer de la qualification requise et de la classe immédiatement inférieure.

En cas de groupement conjoint de deux ou plusieurs entreprises : chaque membre du groupement doit disposer obligatoirement de la qualification et la classe requises.

Pour les concurrents non installés au Maroc:

- a) Une note détaillée indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles il a participé et la qualité de sa participation.
- b) Les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

ARTICLE-10: Contenu et présentation des dossiers des concurrents

10-1)) Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- a) Les pièces du dossier administratif (Cf. article 9 ci-dessus) ;
- b) Les pièces du dossier technique (Cf. Article 9 ci-dessus) ;
- c) Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé et cacheté sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet .
- d) **Une offre financière comprend**
 - L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du présent marché conformément aux conditions prévus au CPS en un seul exemplaire établi

conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité et **au modèle figurant au dossier du présent appel d'offres** ; cet acte d'engagement dûment rempli, comportant le relevé d'identité bancaire (RIB) , signé et cacheté par le concurrent et ou par son représentant habilité.

- Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 Ci-dessous, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour Représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.
 - Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres
- Le bordereau des prix- détail estimatif, demandé dans le dossier d'appel d'offres établi conformément aux dispositions du paragraphe (b) de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité et au modèle figurant au dossier du présent appel d'offres ; ce bordereau des prix- détail estimatif dûment rempli , est signé et cacheté par le concurrent et ou par son représentant habilité
 - les prix unitaires et le montant total en du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

ARTICLE-11: Présentation des dossiers des offres des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article-29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes:

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché .
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « **le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis** ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes comprenant :

la première enveloppe : contient les pièces des dossiers administratif et technique, Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) paraphé, signé et cacheté sur toutes les pages par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet et à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté ». Le cahier des prescriptions spéciales, présenté par un groupement doit être signé soit par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations Légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, , la mention « dossiers administratif et technique » ;

La deuxième enveloppe : contient l'offre financière du concurrent. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, la mention « offre financière » ;

ces deux enveloppes doivent porter de façon apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché.
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

En cas de groupement

Les concurrents doivent se conformer strictement aux dispositions de l'article 157 du décret 2-12-349 précités

Article 12: Langue d'établissement des pièces et des offres

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française conformément aux modèles fournis par le maître d'ouvrage.

ARTICLE-13: Dépôt des plis des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n°2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit les déposés sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;*
- Soit les envoyer par voie électronique conformément à l'article 6 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 04 Septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés public*
- Soit les envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;*
- Soit les remis sur support papier, séance tenante, au président de bureau d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.*

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n°2-12-349 précité.

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Les éléments de réponse du concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché doivent être produits dans un pli fermé. Ce pli doit comporter de façon apparente les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;*
- l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du lot en cas de marché alloti;*
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres " et porter la mention apparente « **complément de dossier et éléments de réponse**».*

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n°2-12-349.

Ce pli doit être soit déposé, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la lettre d'invitation, soit envoyé, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité;

ARTICLE-14 : Retrait des plis

l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 13 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n°2-12-349 et rappelées à l'article 13 ci-dessus.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux concurrents, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui auront donné leur accord par lettre recommandée, avec accusé de réception, adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n°2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait

ARTICLE-15: Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent. conformément aux dispositions de l'article-36 du décret n°2-12-349 précité.

Article-16: Critères de jugement de l'offre.

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objets de la consultation et au vue des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

Pour l'attribution du marché, le seul critère à prendre en considération, après admission des concurrents, est le prix proposé : l'offre la moins-distante

Et dans les conditions prévues par les articles 40 et 41 du décret 2-12-349 du 08 joumada I 1434(20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.

ARTICLE-17 : Délai de validité des offres

En application des dispositions de l'article 33 du décret 2-12-349 du 08 joumada I 1434(20 mars 2013) relatifs aux marchés publics. Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze jours (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra saisir les concurrents par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

Article-18: Préférence en faveur de l'entreprise nationale

Les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de 15%.

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.

Article-19: Monnaie de formulation des offres

*Conformément aux dispositions de l'article-18 paragraphe-3 du décret n° 02-12-349 précité, le **Dirham** est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentée par les concurrents.*

*Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère **convertible**. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère seront convertis en dirham. Cette conversion sera effectuée sur la base du cours vendeur du Dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédente celle du jour d'ouverture des plis donné par **Bank Al-Maghrib**.*

PRESENTE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

FAIT A AIT MELLOUL LE

Pour l'attribution du marché, le seul critère à prendre en considération, après admission des concurrents, est le prix proposé : l'offre la moins-distante
Et dans les conditions prévues par les articles 40 et 41 du décret 2-12-349 du 08 jourmada I 1434(20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.

ARTICLE-17 : Délai de validité des offres

En application des dispositions de l'article 33 du décret 2-12-349 du 08 jourmada I 1434(20 mars 2013) relatifs aux marchés publics. Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze jours (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra saisir les concurrents par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

Article-18: Préférence en faveur de l'entreprise nationale

Les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de 15%.

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.

Article-19: Monnaie de formulation des offres

Conformément aux dispositions de l'article-18 paragraphe-3 du décret n° 02-12-349 précité, le Dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentée par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère seront convertis en dirham. Cette conversion sera effectuée sur la base du cours vendeur du Dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédente celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

PRESENTE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

FAIT A AIT MELLOUL LE

